

A.N.C.I.C., Associazione Nazionale des Entreprises d'Information Commerciale, représentant toutes les entreprises exerçant professionnellement l'activité d'informations commerciales, a élaboré le "*Code de Conduite pour le traitement des données personnelles en matière d'informations commerciales*", approuvé par le Garant pour la protection des données personnelles avec la décision n° 127 du 12 juin 2019, conformément au Règlement (UE) 2016/679 et au Décret législatif n° 196/2003, tel que modifié par le Décret législatif n° 101/2018.

Le Code de Conduite met en œuvre de manière concrète le principe de responsabilité (dit *accountability*), fortement soutenu dans le RGPD, qui impose aux associations professionnelles et aux entreprises une application consciente, transparente et effective des normes réglementaires.

Avec le nouveau Code, les entreprises d'informations commerciales, autorisées par une licence du Préfet conformément à l'art. 134 TULPS et au D.M. 269/2010, qu'elles soient membres ou non de l'A.N.C.I.C., et qui fournissent des informations sur la fiabilité commerciale des entrepreneurs et des gestionnaires, peuvent traiter les données personnelles des sujets répertoriés sans demander leur consentement - en se fondant sur l'intérêt légitime - mais doivent garantir une protection accrue aux personnes concernées, en les informant correctement sur les traitements effectués et en leur assurant l'exercice intégral des droits prévus par la réglementation sur la protection des données, comme l'opposition au traitement, la rectification ou la mise à jour des données.

Le portail **Informativa Privacy A.N.C.I.C.** vise donc à :

- Fournir aux personnes concernées des informations sur le traitement des données à des fins d'informations commerciales par les entreprises inscrites au portail, avec l'indication des sites Internet respectifs où consulter les politiques de confidentialité détaillées et les contacts des responsables correspondants, à qui adresser d'éventuelles demandes, selon les modalités spécifiées ;
- Permettre aux personnes concernées de soumettre une première demande pour vérifier la présence ou l'absence de données personnelles les concernant auprès d'une entreprise adhérente, à laquelle elles pourront ensuite s'adresser directement, le cas échéant, en utilisant les contacts et références spécifiques indiqués sur le portail, afin d'obtenir plus d'informations, de connaître les données concernées et, éventuellement, d'exercer les autres droits prévus par les articles 15-22 du Règlement (UE) 2016/679.

Norme sur la Confidentialité et Code de Conduite

Pourquoi les entreprises inscrites au Portail collectent-elles des données personnelles et comment les gèrent-elles ?

Les entreprises fournissant des services d'information commerciale, autorisées par une licence du Préfet conformément à l'art. 134 du Décret Royal du 18 juin 1931, n° 773 (*TULPS*, Texte Unique des Lois de Sécurité Publique) et au Décret du Ministère de l'Intérieur du 1er décembre 2010, n° 269, qu'elles soient membres ou non de l'A.N.C.I.C., collectent des données personnelles provenant de sources publiques ou généralement accessibles à tous, ainsi que d'autres

informations patrimoniales, économiques, financières, de crédit, industrielles et productives nécessaires pour fournir à des tiers des services d'information économique et commerciale.

Ces informations sont indispensables pour la gestion des relations commerciales et des activités économiques et financières, ainsi que pour la protection des droits correspondants.

Pour connaître en détail les données collectées et comment elles sont traitées, consultez la notice d'information disponible [ici](#).

Le Code de Conduite

En raison de l'attention accordée à la protection des données personnelles, A.N.C.I.C. a élaboré et proposé, au nom de toutes les entreprises exerçant professionnellement des activités d'information commerciale, qu'elles soient membres ou non, le "*Code de Conduite pour le traitement des données personnelles effectué à des fins d'information commerciale*", approuvé par l'Autorité Garante pour la Protection des Données Personnelles (*Garant*), conformément à l'article 40, paragraphe 5, du Règlement (UE) 2016/679.

L'application du Code de Conduite par les entreprises inscrites au Portail garantit leur engagement constant dans l'adoption de bonnes pratiques et de technologies assurant la sécurité et la transparence dans la gestion des données collectées à des fins d'information commerciale. Le Code de Conduite est disponible [ici](#).

L'engagement de l'A.N.C.I.C.

En plus de collaborer en permanence avec le Garant, A.N.C.I.C., représentant toutes les entreprises exerçant professionnellement des activités d'information commerciale, qu'elles soient membres ou non, est présente dans les instances institutionnelles qui, au niveau européen, travaillent à l'élaboration de règles communes en matière de protection des données personnelles à l'échelle communautaire, également sur la base du Règlement (UE) 2016/679 (*Règlement général sur la protection des données*).

Les bonnes pratiques et l'expérience accumulées par ses membres constituent une contribution précieuse que A.N.C.I.C. et les entreprises italiennes apportent aux institutions européennes.

Notice d'information sur le traitement des données personnelles à des fins d'information commerciale - A.N.C.I.C.

<https://www.informativaprivacyancic.it/>

La présente notice est fournie en application de la réglementation en vigueur en matière de protection des données personnelles, avec une référence particulière au Règlement (UE) 2016/679 (*ci-après le "Règlement"*) et au Décret Législatif n° 196/2003 - Code relatif à la protection des données personnelles (*ci-après le "Code"*), tel que modifié par le Décret Législatif n° 101/2018, pour le compte des entreprises exerçant des activités d'information commerciale (*ci-après les "Entreprises" ou "Fournisseurs"*) adhérant au portail web www.informativaprivacyancic.org, réalisé par A.N.C.I.C. (*Associazione Nazionale des Entreprises d'Informations Commerciales*), selon les modalités simplifiées prévues par l'article 5 du "*Code de Conduite pour le traitement des données personnelles en matière d'informations commerciales*" (*Code de Conduite*), approuvé par le Garant pour la Protection des Données Personnelles, par Décision du 12/06/2019, n° 127.

La présente notice vise à fournir à toutes les personnes physiques auxquelles les données traitées peuvent se référer (*dites "Personnes Concernées"*) les informations nécessaires concernant les activités menées par nos Entreprises en tant que Fournisseurs d'informations commerciales, essentiellement basées sur la collecte et le traitement de données personnelles provenant de sources publiques ou généralement accessibles, régies par le Code de Conduite susmentionné.

À la fin de cette notice figurent les références des Entreprises adhérant au portail, avec l'indication de leurs sites Internet respectifs, où consulter leurs politiques de confidentialité, ainsi que les coordonnées des responsables compétents à qui adresser d'éventuelles demandes, selon les modalités précisées.

Openapi SpA
Viale Filippo Tommaso Marinetti 221 - 00143 Roma
REA 1378273 Cap. Soc. € 50.000,00 i.v. – P.I. IT12485671007

Sede Legale e Operativa
Viale F.T. Marinetti 221
I-00144 Roma

Sede Ricerca e sviluppo
Piazza San Giovanni Decollato 6
I-05100 Terni



1. SOURCE DES DONNÉES TRAITÉES

Cher(e) Monsieur/Madame,

Nous vous informons que, également en vertu d'une autorisation préfectorale spécifique (conformément à l'article 134 du R.D. n° 773/1931 et modifications successives, portant sur le Texte Unique des Lois de Sécurité Publique, ci-après *T.U.L.P.S.*), nos entreprises collectent et traitent des données personnelles fournies directement par les personnes concernées, ainsi que provenant de registres publics, listes et archives ou contenues dans des actes ou documents accessibles à tous (par exemple, ceux détenus par les Chambres de Commerce ou par l'Agence des Revenus) ou généralement accessibles (comme celles issues de répertoires catégoriels, de publications dans la presse ou de sites Internet consultables par quiconque).

2. TYPE DE DONNÉES TRAITÉES

Les fournisseurs peuvent collecter des informations concernant les aspects organisationnels, productifs, industriels, commerciaux, économiques, financiers, patrimoniaux, administratifs et comptables liés à l'activité exercée par des opérateurs économiques (tels que les entreprises individuelles ou familiales, petits entrepreneurs, professionnels, dirigeants d'entreprise importants, etc.), ainsi que des données relatives à des personnes physiques n'exerçant pas d'activité entrepreneuriale ou professionnelle (par exemple, des données issues des extraits des registres du commerce, des protêts, des inscriptions préjudicielles au conservateur des hypothèques, des données cadastrales, ainsi que des données judiciaires figurant dans des sources publiques ou généralement accessibles).

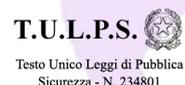
À la demande de nos clients (à savoir les commanditaires, publics ou privés, qui sollicitent les services d'information commerciale des fournisseurs), les données personnelles issues des sources décrites ci-dessus peuvent être enrichies et complétées par des recherches auprès de sources privées (autres entreprises et opérateurs économiques). Ces informations commerciales supplémentaires peuvent inclure des données sur les habitudes de paiement d'une entreprise ou d'un professionnel dans leurs relations commerciales avec leurs clients, fournisseurs ou partenaires. À cet égard, les informations communiquées aux personnes concernées par ces tiers incluent la possibilité que leurs données soient transmises à des entreprises d'informations commerciales, comme les nôtres, pour évaluer la fiabilité ou la solvabilité des clients potentiels. Ces informations sont de nature comptable et sont traitées sous forme agrégée dans nos systèmes et rapports d'information.

Les catégories particulières de données personnelles au sens de l'article 9, paragraphe 1, du Règlement, ainsi que les informations couvertes par le secret industriel et commercial, ne sont pas collectées ni traitées.

Openapi SpA
Viale Filippo Tommaso Marinetti 221 - 00143 Roma
REA 1378273 Cap. Soc. € 50.000,00 i.v. – P.I. IT12485671007

Sede Legale e Operativa
Viale F.T. Marinetti 221
I-00144 Roma

Sede Ricerca e sviluppo
Piazza San Giovanni Decollato 6
I-05100 Terni



Dans les cas strictement prévus par le Code de conduite, les entreprises peuvent traiter des données relatives à des condamnations pénales et des infractions conformément à l'article 10 du Règlement, provenant de sources publiques ou, dans certaines circonstances, de sources généralement accessibles, dans le respect des lois et règlements applicables qui fixent les limites et modalités d'accès, d'utilisation et de publicité de ces données, ainsi que les garanties pour les droits et libertés des personnes concernées.

3. FINALITÉS DU TRAITEMENT

Les données sont traitées par nos entreprises, en tant que responsables autonomes, pour fournir aux tiers qui en font la demande (nos clients) des services d'information commerciale. Cela leur permet d'effectuer des vérifications sur la situation économique, financière et patrimoniale d'une personne, et par conséquent sur sa solidité, sa solvabilité et sa fiabilité, tant dans le cadre de relations commerciales en cours que dans celui de relations en cours d'établissement, ainsi que pour protéger leurs droits.

Les informations commerciales peuvent également être mises à disposition de nos clients sous forme de listes (par secteur ou catégorie) pour la réalisation d'activités de marketing, de contact téléphonique et de communications à des fins commerciales, promotionnelles et publicitaires, dans le respect des normes en vigueur, notamment en ce qui concerne l'utilisation de systèmes automatisés tels que les e-mails, fax, messages téléphoniques préenregistrés et SMS.

En outre, les données personnelles collectées par les fournisseurs peuvent faire l'objet d'analyses ou de traitements statistiques, automatisés ou réalisés par des experts, afin de formuler une évaluation (synthétique ou sous forme de score) de la solidité, de la solvabilité et de la fiabilité de la personne concernée, en tenant compte de sa situation patrimoniale, économique et financière globale, ainsi que de ses créances et dettes passées et actuelles.

4. BASES JURIDIQUES DU TRAITEMENT

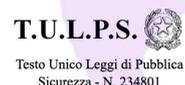
Le traitement des données à des fins d'information commerciale, y compris pour formuler une évaluation de la solidité, de la solvabilité et de la fiabilité de la personne concernée, repose sur la nécessité de poursuivre les intérêts légitimes des entreprises fournissant des services d'information commerciale et des commanditaires qui les sollicitent. Ces intérêts incluent les vérifications nécessaires sur la situation économique, financière et patrimoniale des personnes concernées, notamment dans le cadre de relations précontractuelles ou de prévention des fraudes.

Le traitement est réalisé dans le respect du Code de conduite et de la réglementation applicable, conformément à l'article 6, paragraphe 1, point f), du Règlement.

Openapi SpA
Viale Filippo Tommaso Marinetti 221 - 00143 Roma
REA 1378273 Cap. Soc. € 50.000,00 i.v. – P.I. IT12485671007

Sede Legale e Operativa
Viale F.T. Marinetti 221
I-00144 Roma

Sede Ricerca e sviluppo
Piazza San Giovanni Decollato 6
I-05100 Terni



5. MODALITÉS ET SÉCURITÉ DU TRAITEMENT

Les données sont collectées principalement par voie électronique et télématique, et, après des contrôles de conformité, d'exhaustivité et d'exactitude, elles sont enregistrées dans les bases de données électroniques des entreprises et mises à jour régulièrement.

L'accès aux données personnelles est réservé aux personnes autorisées et formées pour traiter ces données dans le cadre de la prestation des services d'information commerciale. Tous les fournisseurs désignent un délégué à la protection des données (DPO), dont les coordonnées sont publiées dans leurs politiques de confidentialité respectives.

6. COMMUNICATION DES DONNÉES ET TRANSFERT VERS DES PAYS TIERS

Les données personnelles collectées conformément au présent Code de conduite peuvent être communiquées, y compris par des moyens télématiques, exclusivement à nos clients, en Italie comme à l'étranger, qui en font la demande en qualité de responsables de traitement indépendants. Dans les rares cas où la communication de ces données à ces clients implique un transfert en dehors de l'Espace économique européen, il incombera au Fournisseur concerné de garantir le respect des conditions prévues au chapitre V du Règlement. Les données ne font en aucun cas l'objet d'une diffusion.

7. CONSERVATION DES DONNÉES

Les informations provenant de sources publiques et relatives à des événements négatifs, traitées conformément aux termes de la présente Note d'information, comme détaillé dans le Code de conduite, sont conservées par les Entreprises pour la prestation de services d'information commerciale, dans le respect des limites de temps suivantes :

- a) les informations relatives à des faillites ou à des procédures collectives, pour une durée maximale de 10 ans à compter de la date d'ouverture de la procédure de faillite ; après ce délai, lesdites informations ne peuvent être utilisées par le fournisseur que si d'autres informations relatives à une faillite ultérieure ou à l'ouverture d'une nouvelle procédure collective concernant le sujet recensé ou un autre sujet lié sont présentes. Dans ce cas, le traitement peut se poursuivre pour une durée maximale de 10 ans à compter de l'ouverture respective ;
- b) les informations relatives à des actes préjudiciables et hypothécaires (hypothèques et saisies) pour une durée maximale de 10 ans à compter de la date de leur transcription ou inscription, sauf annulation avant ce terme. Dans ce cas, une annotation de l'annulation sera conservée pour une durée de 2 ans.

Les limites temporelles indiquées s'appliquent également aux informations provenant de sources publiques et relatives à des événements négatifs concernant directement les titulaires d'entreprises individuelles et les professionnels.

Sous réserve de ce qui précède, les données personnelles provenant des sources identifiées au paragraphe 1 peuvent être conservées par les Entreprises, aux fins de la prestation de services d'information commerciale, pendant la durée où elles restent accessibles et/ou publiées dans ces sources, conformément aux réglementations respectives applicables.

8. PROCÉDURES INTERNES DE RÉCLAMATION

Le respect du présent Code de conduite par les Fournisseurs est garanti par un Organisme de Surveillance accrédité conformément à la loi (ci-après dénommé "OdM").

Toute Personne Concernée estimant que ses droits et libertés ont été violés par un ou plusieurs traitements effectués par un Fournisseur en vertu du présent Code de conduite peut déposer une plainte auprès de l'OdM, en envoyant un rapport écrit contenant une brève description des faits et du préjudice allégué. Il reste en tout état de cause possible pour la Personne Concernée de déposer une plainte auprès de l'Autorité de protection des données personnelles (ci-après "Autorité") et/ou d'engager une procédure judiciaire pour la protection de ses droits. Toutefois, la présentation d'une plainte auprès de l'Autorité exclut ou rend irrecevable, quel que soit son état d'avancement, une procédure portant sur le même objet ou liée aux mêmes questions devant l'OdM.

9. DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES

Toute Personne Concernée peut exercer à tout moment les droits qui lui sont reconnus par la législation en vigueur, notamment : (i) le droit d'accès, pour vérifier si des données la concernant sont traitées et lesquelles, (ii) le droit de rectification et de mise à jour des données inexactes et incomplètes, (iii) le droit à l'effacement des données dans les cas prévus par l'article 17 du Règlement, (iv) le droit à la limitation du traitement dans les conditions prévues à l'article 18 du Règlement, (v) le droit d'obtenir la notification des rectifications, effacements ou limitations par l'Entreprise aux destinataires des données, (vi) le droit de déposer une plainte auprès de l'Autorité de protection des données personnelles.

La Personne Concernée peut s'opposer au traitement d'informations commerciales par les Fournisseurs si elle démontre, conformément à l'article 21, paragraphe 1, du Règlement, que ses intérêts, droits et libertés l'emportent sur l'intérêt légitime du responsable du traitement décrit au paragraphe 4 précédent.

L'exercice du droit à la portabilité des données (article 20 du Règlement) est exclu, sauf dans le cas où le traitement des données collectées directement auprès de la Personne Concernée par

des moyens automatisés est destiné à l'exécution d'un contrat entre le Fournisseur et ladite Personne Concernée.

La Personne Concernée peut exercer ses droits à condition que sa demande ne concerne pas la rectification ou l'intégration de données personnelles de type évaluatif, élaborées par le Fournisseur, et relatives à des jugements, opinions ou autres appréciations subjectives, ou à des indications sur des comportements à adopter ou des décisions à prendre par le Fournisseur.

Via ce portail et la section dédiée à cet effet (lien), toute Personne Concernée peut soumettre une première demande à chacune de nos Entreprises pour confirmer ou non la présence de données personnelles la concernant dans leurs archives ou bases de données, en sachant qu'elle devra ensuite s'adresser directement à l'Entreprise concernée, en utilisant les coordonnées spécifiques indiquées ci-dessous, pour éventuellement exercer les autres droits mentionnés ci-dessus.

10. CONTACTS

Pour plus d'informations sur les activités de traitement réalisées par chacune de nos Entreprises et pour toute demande spécifique concernant les données personnelles, vous pouvez consulter les notes d'information sur la confidentialité publiées sur leurs sites web respectifs ou contacter directement nos services à : ancic@confcommercio.it ou ANCIC, Corso Venezia 51 - 20121 Milan. Des informations supplémentaires sur nos activités et sur la confidentialité sont disponibles sur le portail : www.informativaprivacyancic.org, où figure également la liste mise à jour des Entreprises d'information commerciale adhérant au Code de conduite (lien).

Openapi SpA
Viale Filippo Tommaso Marinetti 221 - 00143 Roma
REA 1378273 Cap. Soc. € 50.000,00 i.v. – P.I. IT12485671007

Sede Legale e Operativa
Viale F.T. Marinetti 221
I-00144 Roma

Sede Ricerca e sviluppo
Piazza San Giovanni Decollato 6
I-05100 Terni

